

PÔLE ATTRACTIVITÉ TERRITORIALE

Direction du développement culturel
des territoires

Service de la Médiathèque départementale
de l'Orne

Bureau formation animation

10, avenue de Basingstoke
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex

☎ 02 33 29 15 06

@ mdo@orne.fr

CONVENTION TYPE DE MISE A DISPOSITION D'UNE ACTION CULTURELLE

ENTRE

1°) LE DÉPARTEMENT DE L'ORNE

Représenté par M. Christophe de BALORRE, Président du Conseil départemental de l'Orne, agissant au nom et pour le compte du Département de l'Orne, en exécution d'une délibération du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021.

Ci-après désigné par les termes " le Département "

D'UNE PART,

ET

2°) LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE FLERS AGGLO

Représenté par M. Yves GOASDOUÉ, Président de Flers Agglo, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'agglomération, et spécialement habilité à cet effet.

Ci-après désignée " la collectivité "

D'AUTRE PART

EXPOSÉ

Festival des Racont'arts

Le Département organise un festival de contes « Les Racont'arts », qui aura lieu du **9 au 19 octobre 2024**.

Cette manifestation a pour but de :

- donner aux médiathèques leur véritable dimension de lieux culturels, alliant les fonctions de diffusion de documents écrits et sonores,
- favoriser les rencontres culturelles en milieu rural,
- promouvoir le conte dans les médiathèques du département notamment vers le public ne fréquentant pas habituellement les médiathèques.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Département met à disposition de la collectivité des animations dans le cadre du festival Les Racont'arts 2024 :

- Spectacle « Le blues de la grenouille » de François VINCENT
- Spectacle « Croc et Crac » de Philippe CAMPICHE

selon le calendrier suivant : (sous réserve de modifications) :

DATES HORAIRES	LIEU	INTERVENANT	NOMS DES SPECTACLES	PUBLICS
Vendredi 18 octobre 2024 à 18 heures	Médiathèque de Briouze	François VINCENT	« Le blues de la grenouille »	Tous publics à partir de 5 ans
Samedi 19 octobre 2024 à 15 heures*	Médiathèque de Flers	Philippe CAMPICHE	« Croque et Crac »	Tous publics à partir de 6 ans

*spectacle pris en charge financièrement par le réseau des médiathèques de Flers Agglo

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU DÉPARTEMENT

Le Département prend en charge :

- le coût de mise à disposition des intervenants au sein de la collectivité (soit 844 € TTC pour les cachets),
- le coût du transport pour les intervenants le paiement des droits d'auteur le cas échéant (SACEM, SACD...),
- il procèdera au règlement des salaires des techniciens qui assureront la partie technique de l'animation,

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité s'engage à mettre à la disposition des intervenants/de l'exposition une salle qui doit offrir des conditions de sécurité satisfaisantes, conformément à la réglementation en vigueur et conforme aux conditions techniques d'accueil (comme défini dans les articles « Assurances responsabilité » de la présente convention).

Pour faciliter le respect, le confort et la sécurité des intervenants et du public, la collectivité s'engage également à mettre en place un système de réservation.

La collectivité prend en charge, selon l'organisation décidée en réunion de préparation entre la médiathèque partenaire et la Médiathèque Départementale de l'Orne, les moyens humains, matériels et financiers définis, et notamment :

- les réservations et le paiement :
 - des repas de chaque intervenant, de chaque technicien, et de l'accompagnateur MDO,
 - de l'hébergement et du petit déjeuner de chaque intervenant
 - du transport de chaque intervenant sur le Département
- la mise à disposition :
 - d'au minimum une personne pour aider au déchargement, montage, démontage et rechargement du matériel,
 - dans l'hypothèse où le technicien du Département serait seul, elle s'engage à mettre à disposition une personne dans la salle pour veiller au bon déroulement du montage et démontage, et veiller à la sécurité du technicien.

Porteuse du projet, la collectivité sensibilise les publics ciblés avant l'animation, par des actions en lien.

La collectivité s'engage à respecter la réglementation applicable au droit à l'image et au respect de la vie privée, dans le cadre de la mise en œuvre du projet.

Elle convie le public, à la fin de l'animation, à un verre de l'amitié organisé et financé par ses soins.

ARTICLE 4 : PRISE EN CHARGE TECHNIQUE ET LOGISTIQUE

Le Département et/ou le prestataire et/ou la collectivité partenaire met à disposition :

- 4.1. Du matériel (exemple : exposition, structures d'expositions, matériel technique, véhicules, sonorisation, lumières, impressions et mise à disposition de photos...)

Liste	Mise à disposition par :
Matériel scénique (estrade/fonds de scène/son/éclairage...)	<input checked="" type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> Prestataire <input checked="" type="checkbox"/> Collectivité partenaire

- 4.2. Un/des technicien(s)/régisseur(s)

Nombre de techniciens/régisseurs	Mise à disposition par :
2 techniciens	<input checked="" type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> Prestataire <input type="checkbox"/> Collectivité partenaire

ARTICLE 5 : COMMUNICATION

Le Département s'engage à réaliser une charte graphique C'61 qui devra être facilement déclinable pour l'ensemble des partenaires, sur tous leurs éléments de communication (newsletter, bandeaux d'affiches, flyers, etc...).

La collectivité s'engage à utiliser et reprendre cette charte graphique.

Le Département prendra en charge la création, l'impression et la mise à disposition d'un kit de communication (livret, affiche, flyers ...). La collectivité s'engage à utiliser ce kit de communication.

En termes de promotion du projet :

- le Département s'engage à assurer les relations presse au niveau départemental,
- la collectivité assure la publicité locale des manifestations, qui doit intervenir au plus tard quinze jours avant la représentation (Invitations, contacts presse, distribution et affichage du kit de communication, communication en ligne ...). Elle s'engage à mentionner dans toute sa communication autour du projet :
« *proposé par la Médiathèque Départementale de l'Orne, service du Conseil départemental de l'Orne* ».

ARTICLE 6 : PROPRIÉTÉ DE L'ŒUVRE ET REPRODUCTION

Les artistes déclarent être détenteurs de tous les droits d'auteur de leurs œuvres, et engagent leur seule responsabilité quant à ces droits.

Les artistes cèdent au Département de l'Orne le droit de présentation publique des œuvres dans le cadre de ce projet.

Le Département et les collectivités partenaires mentionneront le nom des artistes sur toutes reproductions des œuvres.

Les artistes autorisent le Département et les collectivités partenaires à communiquer autour du visuel/des créations réalisés dans le cadre du projet, à des fins non commerciales, par le biais de tous supports de communication papier ou en ligne. Ils gardent cependant un droit de regard sur ces publications.

Pour les diffusions des extraits vidéos ou sonores de 3 minutes ou plus de spectacles vivants, le Département et les collectivités partenaires s'engagent à solliciter l'accord écrit des artistes.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

7.1 Accueil du public

La collectivité s'engage à souscrire, à ses frais, une assurance couvrant l'accueil du public au cours des animations ainsi que les risques liés aux animations dans son lieu.

ARTICLE 8 : SÉCURITÉ - RESPONSABILITÉS

La collectivité s'engage en qualité d'exploitant de la salle à veiller au respect des dispositions relatives à la réglementation incendie applicable à ladite salle, dispositions déterminées par le type et le classement de la salle (visites périodiques, respect de la jauge, levée des éventuelles prescriptions relevées par la sous-commission départementale de sécurité, dégagement et accessibilité permanents des issues de secours, formation du personnel affecté à la salle s'agissant de la sécurité incendie (manipulation des extincteurs et exercices d'évacuation).

Le Département ne saurait être tenu pour responsable de tout dommage éventuel résultant du non-respect des dispositions de la réglementation sécurité incendie applicable aux établissements recevant du public et dont la mise en œuvre incombe à l'exploitant de la salle.

Le Département se réserve le droit d'annuler toute représentation dans l'hypothèse où les conditions de sécurité ne seraient pas réunies, sans aucune indemnisation à l'égard de la collectivité.

La collectivité s'engage à être présente ou représentée lors de chaque spectacle proposé en partenariat avec le Conseil départemental de l'Orne.

Elle s'engage à solliciter auprès des services de la direction régionale des affaires culturelles de Normandie, la délivrance d'une licence d'entrepreneur de spectacles de 1^{ère} catégorie dans la mesure où elle organise plus de 6 spectacles par an.

ARTICLE 9 : DURÉE

La présente convention prend effet à sa date de signature par les deux parties, et prendra fin à l'issue de la dernière animation.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de faute lourde de la collectivité partenaire.

Elle pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité, notamment en cas de force majeure ou de mesures exceptionnelles (COVID19...).

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, pour tout motif d'intérêt général, après notification par lettre recommandée avec accusé de réception et dans le respect d'un préavis de 2 mois.

En cas de non-respect de l'une des clauses de la présente convention ou de l'une des clauses de l'un des avenants à ladite convention, le Département se réserve le droit de mettre fin unilatéralement et à tout moment, à la présente convention dès lors que dans la semaine suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, la collectivité n'aura pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

ARTICLE 11 : LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif territorialement compétent mais seulement après l'organisation d'une réunion de conciliation restée vaine.

ARTICLE 12 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile savoir :

- M. Christophe de BALORRE, es-qualités, en l'Hôtel du Département.
- M. Yves GOASDOUÉ, es-qualités, à la Communauté d'agglomération.

Fait à Alençon, le
En autant d'originaux que de parties

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL
DÉPARTEMENTAL,

LE PRÉSIDENT
DE FLERS AGGLO,

Christophe de BALORRE

Yves GOASDOUÉ